

Lancement officiel du Rapport GOLD III sur l'accès aux services publics et l'urbanisation du monde

COMMUNIQUE DE PRESSE

03 Octobre 2013

A PROPOS DE CGLU :

Fondée en mai 2004, Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) est la voix unifiée et le défenseur mondial de l'autonomie locale démocratique. Représentant plus de la moitié de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans 140 Etats membres des Nations Unies, dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient et Asie de l'Ouest, Amérique Latine et Amérique Latine, organisées en sept sections continentales et une section métropolitaine. CGLU compte plus de mille villes et régions parmi ses membres directs et 155 associations de gouvernements locaux. Parmi ses principaux domaines d'intérêt politique, CGLU travaille sur la démocratie locale, le changement climatique et la protection de l'environnement, la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la construction de la paix.

CONTACT :

**Cités et Gouvernements
Locaux Unis**

C/Avinyo, 15
08003 Barcelone
Tel + 34 933 428 750 - Fax +
34 933 428 760
info@uclg.org
www.uclg.org

Rabat, 3 Octobre 2013 : Le troisième rapport mondial sur la Démocratie Locale et la Décentralisation (GOLD III) a été chaleureusement accueilli par les participants à l'occasion de son lancement au Sommet mondial des Dirigeants locaux et régionaux à Rabat. Ce Rapport sur la prestation des services publics locaux répond aux objectifs de CGLU qui s'est engagé à présenter, tous les trois ans, un état des lieux de la démocratie locale et régionale et de la décentralisation à travers le monde.

L'initiative GOLD est une des réponses clés aux objectifs stratégiques que s'est fixée l'organisation mondiale : être la source mondiale majeure d'information et de renseignements concernant les autorités locales et régionales pour promouvoir la démocratie locale et la décentralisation dans le monde.

Suite du succès de GOLD I (2007) et GOLD II (2010), les objectifs et les recommandations présentées dans GOLD III apporteront une contribution importante des gouvernements locaux et régionaux aux débats sur les **Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), l'Agenda du Développement post-2015 et l'Agenda urbain Habitat III.**

Le 3ème Rapport Mondial a été lancé pendant une session du congrès de CGLU. Dans un monde en pleine mutation –a affirmé le **Président de la Diputació de Barcelone (Espagne), Salvador Esteve qui présidait la cérémonie** : "Le rapport GOLD III démontre la relation étroite entre l'amélioration de la qualité de vie et les gouvernements locaux ». Il a ajouté que le Rapport analyse la manière de construire : "Un futur dans lequel toutes les personnes puissent vivre avec dignité, dans une société prospère, respectueuse de la justice sociale et du développement durable. A cette fin, il est nécessaire d'avoir des services essentiels pour tous (...)".

Cette session comptait avec la participation des orateurs suivants : **Jockin Arputham**, Président de Slum Dwellers International (SDI), et Président de la National Slum Dwellers Fédération en Inde, **Salvador Esteve i Figueras**, Président de la Province de Barcelone, Espagne, Président de la Commission de CGLU sur la Décentralisation et l'Autonomie Locale, **Miguel Lifschitz**, Sénateur, ancien Maire de Rosario, Argentine, **Greg Moore**, Président de Metro Vancouver, Canada, **Jenaro Garcia Martin**, Président Directeur Général, Gowex, **Joaquim Oliveira Martins**, Directeur Développement régional, Gouvernance publique et territoriale, OCDE, **Mohamed Sajid**, Maire de Casablanca, Maroc, **Margareta Wahlström**, Représentante spéciale du

Secrétaire Général des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe.

Le Rapport examine la situation des services publics qui sont essentiels pour la qualité de vie et la dignité humaine. Le rapport alerte contre la dégradation de l'accès aux services essentiels dans les villes d'Afrique Subsaharienne et dans l'Asie du Sud. Il présente également les défis auxquels sont confrontés les autorités locales pour assurer l'accès universel dans un monde qui atteindra près de 5 milliards de citoyens au cours des vingt à trente prochaines années et qui, déjà aujourd'hui, n'arrive pas à répondre aux besoins de près d'un million d'habitants des quartiers précaires qui ont un accès limité à ces services, **Jockin Arputham, Président de Slum Dwellers International (SDI), et Président de la Fédération Nationale Slum Dwellers de l'Inde** a souligné que tous, gouvernements locaux comme citoyens, doivent travailler ensemble pour obtenir de meilleurs résultats.

Le Rapport lance un appel au dialogue entre les Etats, les organisations internationales et les gouvernements locaux et régionaux afin de faire de l'accès universel aux services essentiels une priorité et d'investir dans les infrastructures de services afin de réduire la pauvreté et les inégalités. Le Maire de Houdan et ancien Secrétaire général de la FMCU (Fédération mondiale des cités unies), **Jean Marie Tétart**, a insisté sur la contribution fondamentale de GOLD III au débat international sur le développement : « Depuis des années, les agences de développement des Nations-Unies et les coopérations bilatérales disent que les collectivités locales sont au cœur du développement, et ce développement signifie également l'accès aux services, ce que le rapport GOLD III vient de confirmer ».

Un débat sur le contenu et la conclusion du rapport a suivi la cérémonie de lancement pendant laquelle les participants ont déclaré à l'unanimité que, malgré le grand nombre de modèles de gestion pour fournir les services de bases, les gouvernements locaux, en travaillant dans le cadre d'une gouvernance multi-niveaux, jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès et de la qualité de ces services. **Greg Moore**, Président of Metro Vancouver, Canada a souligné que "le rapport GOLD III est un excellent document qui nous permet d'apprendre des autres gouvernements locaux". Les participants ont également souligné que la prise en compte des gouvernements locaux est une condition nécessaire mais non suffisante dans la création des services de base durables et de qualité.

A conclusion, **Miguel Lifschitz** a ajouté qu' « avec ce rapport un débat intéressant s'est engagé sur le rôle des gouvernements locaux, non seulement sur la réponse aux demandes des citoyens, mais également sur la réalisation de projets futurs et la construction de démocraties avec une plus grande participation citoyenne ».

Le rapport sera publié en 2014 à la veille du rendez-vous donné par la communauté internationale pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement des Nations unies.

Lisez le Résumé Exécutif du **Rapport**.